

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mardi 27 septembre 2022

SOMMAIRE

- Droits Humains : la commission droite de l'homme en retraite pour se doter d'un agenda et le plan d'actions pour la session parlementaire de septembre 2022
- Assemblée nationale : Une plénière sur l'examen et l'adoption du calendrier convoquée ce mardi
- La DYPRO de Constant Mutamba dépose une plainte contre Paul Kagame à la CPI
- « Qui pour assumer la parité ? » Les points de vue divergent sur les propos de Félix Tshisekedi à l'ONU
- Tension dans le grand Bandundu : « Ce conflit communautaire porte une main noire » (Daniel Asele)
- « En croisade pour une solution au conflit Teke-Yaka, après Kwamouth, Muzito déjà à Kenge »
- Conflit communautaire à Kwamouth : "Je commence à découvrir qui sont derrière ça" (Muzito)
- Justice : Rose Mutombo réceptionne les équipements d'une valeur de 600.000 USD pour la réinsertion des détenus
- Nord-Kivu : Le couvre-feu levé à Goma
- Entrés par Bunagana, les militaires kényans signalés sur le sol congolais

• DROITS HUMAINS

Assemblée nationale : la commission droite de l'homme en retraite pour se doter d'un agenda et le plan d'actions pour la session parlementaire de septembre 2022

Au nom du président de Christophe Mboso, le premier vice-président de l'Assemblée nationale André Mbata a procédé vendredi 23 septembre 2022 à Mbwela Lodge (Kongo Central) à l'ouverture des travaux de la retraite sur l'agenda et le plan d'action de la commission Droits de l'homme de l'Assemblée nationale pour le reste de la législature à dater de la session parlementaire de

septembre 2022. D'après André Mbata, ce plan d'actions permettra à la chambre basse du parlement de faire avancer la question relative à la protection et la promotion des droits de l'homme en République Démocratique du Congo. Ces assises coïncident avec l'enterinement des nouveaux membres de la Commission nationale des Droits de l'homme (CNDH). *" La présente retraite devrait permettre à la Commission Droits de l'Homme de l'Assemblée nationale d'adopter un agenda prioritaire, d'arrêter des stratégies et un plan d'action pour que la session de septembre 2022 nous permette d'avancer dans la protection et la promotion des droits de l'homme qui sont les droits de tous. Je devrais dire au passage que pour protéger et promouvoir davantage les droits de l'homme en RDC, l'Assemblée nationale procédera à l'entérinement de nouveaux membres de la Commission nationale des Droits de l'homme (CNDH), les membres actuels de la Commission étant fin mandat "* a déclaré André Mbata, premier vice-président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale : Une plénière sur l'examen et l'adoption du calendrier convoquée ce mardi

Les députés nationaux sont conviés à prendre part, ce mardi 27 septembre 2022, à une séance plénière, consacrée à l'examen et adoption du projet de calendrier de la session ordinaire de septembre. Dans communiqué parvenu à POLITICO.CD, le Rapporteur de l'Assemblée nationale Joseph Lembi Libula a précisé que cette plénière se tiendra à partir de 11 heures dans la salle des Congrès du Palais du peuple. Il y a de noter que ce calendrier contient des matières qui seront traitées durant cette session ordinaire de septembre 2022. Plusieurs matières sont inscrites notamment les arriérées, les non législatives et les textes des lois sous examen au Sénat en seconde lecture. Après son examen et adoption par les élus du peuple, ce calendrier va rester ouvert. Comme à l'accoutumée, l'ordre de présentation des matières sera indicatif de la programmation en plénière pour débat.

La DYPRO de Constant Mutamba dépose une plainte contre Paul Kagame à la CPI

Au cours d'une conférence de presse, ce lundi 26 septembre 2022, à Kinshasa, le président national de la plateforme politique Dynamique Progressiste Révolutionnaire (DYPRO) a annoncé avoir déposé une plainte à la Cour pénale Internationale (CPI) contre le président Rwandais, Paul Kagame pour crime de guerre, crime contre l'humanité et crime d'agression. « Nous avons résolu, après plusieurs séances de travail et après avoir consulté toutes les couches de notre plateforme, nous avons résolu de saisir les instances judiciaires internationales pour que

les auteurs de forfaitures qui sont perpétrées au quotidien, qui endeuillent au quotidien nos populations dans la partie Est du pays, puissent en répondre », a déclaré maître Constant Mutamba. D'après le président national de la DYPRO, cette démarche vise à solliciter l'ouverture d'une enquête en rapport avec cette situation d'insécurité qui règne dans l'Est du pays depuis plusieurs années.

- **DROITS DES FEMMES**

RDC : « Qui pour assumer la parité ? » les points de vue divergent sur les propos de Félix Tshisekedi à l'ONU

Lors de sa prise de parole à l'Assemblée générale des Nations Unies, le président Felix Tshisekedi a évoqué les questions de parité Femme-Homme, des initiatives mises en place aux niveaux local et continental pour promouvoir la masculinité positive ainsi que de la prise de conscience de la femme. Contactées par Actualite.CD, des activistes sociales et une femme politique ont réagi à ce sujet. « *La parité n'est pas un cadeau fait à la femme mais une responsabilité qu'elle doit assumer* ». Pour Nadège Ciboko, à travers cette citation, la femme devrait « *prouver que la confiance que l'on (la société ndlr) place en elle est vraiment méritée* ». Depuis Bukavu, Mme Ciboko responsable du projet « Empower her » visant à aider la gent féminine à s'affranchir des stéréotypes, ajoute, « Elle (la femme) doit travailler encore plus dur pour gagner sa place dans cette communauté paternaliste. Donc, quand on parlera de la parité, la femme doit se montrer davantage capable et très compétitive. Nos camarades masculins n'hésitent pas à se moquer de nous, c'est une raison de plus de travailler au-delà des attentes ».

Qui pour assumer la parité ? En effet, la question de la parité ou de la femme congolaise a été le point de chute du discours du Chef de l'Etat à cet événement. Plus de volonté et moins de pratique sur terrain. « *Ce discours, je le qualifierais de volontariste car dans la pratique, la parité n'est pas encore vécue comme le stipule les instruments légaux ou les textes de lois. Principalement, l'article 14 de la Constitution et la loi sur la parité de 2015* », précise Chantal Faïda, présidente de Uwema Asbl.

- **SITUATION POLITIQUE**

Tension dans le grand Bandundu : « Ce conflit communautaire porte une main noire » (Daniel Aselo)

Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Daniel Aselo, a affirmé, lundi 26 septembre, que la tension sécuritaire dans le grand Bandundu « porte visiblement une main noire ». Il a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion sécuritaire, qu'a présidée le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, autour de la situation qui prévaut dans le territoire de Kwamouth à Maï-Ndombe ainsi que dans les provinces de Kwilu et Kwango. Selon Daniel Aselo, le conflit communautaire dans les provinces issues du démembrement de l'ex-Bandundu « porte visiblement une main noire. D'où, il fallait un tour de table pour évaluer la situation et combattre cette situation qui nécessite l'implication de l'ensemble du peuple congolais ainsi que de tous les services de sécurité et plus particulièrement l'armée et la police qui sont mises à l'œuvre à partir de ce jour dans la province de Maï-Ndombe précisément à Kwamouth et sur la nationale numéro 17 où les insurgés se retrouvent encore dans des forêts et dans des savanes en train de continuer à commettre des actes ignobles et qui amènent à la mort. »

Africa News : « En croisade pour une solution au conflit Teke-Yaka, après Kwamouth, Muzito déjà à Kenge »

Le conflit éthique Teke-Yaka, dans les provinces de Maï-Ndombe et Kwilu fait la Une de la plupart des journaux parus ce lundi dans la capitale congolaise. Le journal Africa News ouvre le bal et signe en sa manchette : « En croisade pour une solution au conflit Teke-Yaka, après Kwamouth, Muzito déjà à Kenge ». Cet hebdomadaire rapporte qu'après le territoire de Kwamouth, épice du conflit interethnique Teke-Yaka, Adolphe Muzito est arrivé, samedi 24 septembre à Kenge, chef-lieu de la province du Kwango. Là, écrit ce tabloïd, le Premier ministre honoraire a écouté les deux ethnies en conflit en vue d'une solution durable. Dans son adresse, note ce portail, le leader du parti politique Nouvel élan a prêché la réconciliation et l'amour entre les peuples. Pour lui, souligne Africa News, la titrisation reste une solution durable aux conflits intercommunautaires qui déchirent le pays actuellement. A son arrivée à la porte de la province du Kwango, Adolphe Muzito a été accueilli par une foule compacte, indique ce journal qui parle d'une véritable expression de reconnaissance à cet homme politique qui ne recule jamais surtout quand la vie de ses frères du Grand Bandundu est en danger.

Conflit communautaire à Kwamouth : “ Je commence à découvrir qui sont derrière ça” (Muzito)

Adolphe Muzito est arrivé à Kenge samedi dernier pour des consultations afin de dénicher les causes “profondes” du conflit interethnique entre Teke et Yaka qui a déjà fait plus de 150 morts au territoire de Kwamouth, dans la province de Mai ndombe. Au cours d’une réunion populaire à Kenge, est revenu sur la thèse d'une main noire dans ce conflit. “ Nous devons savoir que ce conflit, nous les peuples Teke, Yaka, il y a des gens derrière ça. Nous devons savoir que notre population est un peuple calme, paisible. Nous avons vécu ensemble dans le cadre de Mai-Ndombe, Kwilu et Kwango, nous demeurons ensemble, nous nous marions, nous ne nous sommes jamais battus, jamais nous nous sommes entretués. Ce qui nous arrive, c'est la peine”, a-t-il indiqué devant la foule. Il dit commencer à découvrir ceux qui sont derrière ce conflit mais ne peut pas encore témoigner à ce stade avant de parachever les consultations.

RDC : Rose Mutombo réceptionne les équipements d'une valeur de 600.000 USD pour la réinsertion des détenus

Au cours d’une cérémonie organisée lundi 26 septembre à l’esplanade du palais de la Justice, la ministre de la Justice et garde des sceaux, Rose Mutombo a réceptionné des équipements destinés aux fermes pénitentiaires et à la réinsertion socioprofessionnelle des détenus. Il s’agit des engins et outils agricoles, des équipements de boulangerie, de pâtisserie, de savonnerie et de menuiserie d’une valeur de 600.000 USD. Selon Rokya Ye Dieng, représentante adjointe du PNUD, cet appui à travers le Programme conjoint des Nations Unies d’appui à la réforme de la Justice vise à accompagner les efforts du gouvernement dans le renforcement de l’état de droit, les réformes en matière de gouvernance et la lutte contre l’impunité dans une perspective de stabilisation et de développement du pays. Aussi, dit-elle, le PNUD s’aligne sur les stratégies et politiques nationales ainsi que sur les cadres stratégiques et programmatiques des Nations Unies mis en œuvre dans quatre zones d’intervention à savoir : Nord-Kivu, Kinshasa, Tanganyika et Kasai oriental.

- **SECURITE**

Nord-Kivu : Le couvre-feu levé à Goma

Sur instruction du premier ministre, le gouverneur militaire du Nord-Kivu, le lieutenant général Constant Ndimba Kongba, vient de lever le couvre-feu dans la

ville de Goma ce lundi 26 septembre 2022. Cependant, pour d'autres parties de la province, le couvre-feu est maintenu jusqu'à nouvel ordre et ce, en attendant l'amélioration de la situation sécuritaire. Cette décision a été prise au terme d'une réunion extraordinaire de sécurité élargie au commandant de la 3ème zone de Défense et au commandant corps de protection des parcs nationaux, tenue ce même lundi.

RDC : Entrés par Bunagana, les militaires kényans signalés sur le sol congolais

Annoncé par Kinshasa depuis plus d'un mois, la force spéciale de défense régionale a finalement fait son entrée sur le sol congolais depuis vendredi 24 septembre, apprend POLITICO.CD des sources kenyanes. Même si l'administration Tshisekedi et l'armée ne se sont pas encore officiellement prononcés sur la question, plusieurs sources confirment que c'est par la cité de Bunagana – frontalière avec l'ouganda et actuellement occupée par les terroristes du M23 depuis plus de 100 jours – que le contingent a fait son entrée en RDC. Cette force, qui travaillera en tandem avec les forces militaires et administratives de la République démocratique du Congo, sera sous le commandement du Kenya. Le Burundi a également déployé ses troupes dans la région orientale. Le 19 septembre, soit un jour avant l'entrée de ce contingent, Félix Tshisekedi a dans une interview accordée à RFI et France 24, annoncé que « la force est en train d'être déployée. Les Burundais sont déjà là dans le Sud-Kivu, les Kényans à mon avis, c'est une question de jours, ils vont d'ailleurs pour votre information entrer par Bunagana donc ça se déploie petit-à-petit en fonction des moyens aussi.